

**Marché de prestation de services  
(n°2025-04)**

Publié au BOAMP-JOUE

**Objet :**

**Achat de « 50 livres pour le plaisir »**

Marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert  
(article L2124-2 du code de la commande publique)

|   |
|---|
| <p><b>Cahier des clauses particulières<br/>(C.C.P.)</b></p> |
|---|

**Date limite de remise des offres : lundi 11 août 2025 à 12h**

*Le présent Cahier des clauses particulières  
comporte 13 pages numérotées de 1 à 13*

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| <u>Article 1 – Présentation générale du Centre national du livre</u> .....       | 3  |
| <u>Article 2 – Objet du marché</u> .....   | 3  |
| <u>Article 3 – Durée du marché</u> .....   | 4  |
| <u>Article 4 – Type de marché</u> .....  | 4  |
| <u>Article 5 – Pièces constitutives du marché</u> .....                          | 4  |
| <u>Article 6 – Prestations attendues</u> .....                                   | 5  |
| <u>Article 7 – Bordereau de prix unitaire (BPU)</u> .....                        | 6  |
| <u>Article 8 – Suivi et reporting</u> .....                                      | 6  |
| <u>Article 9 – Réception et conformité</u> .....                                 | 6  |
| <u>Article 10 – Obligations du titulaire</u> .....                               | 6  |
| <u>Article 11 – Confidentialité</u> .....  | 7  |
| <u>Article 12 – Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail</u> ..... | 7  |
| <u>Article 13 – Protection de l’environnement</u> .....                          | 10 |
| <u>Article 14 – Modalités financières</u> .....                                  | 10 |
| <u>Article 15 – Pénalités</u> .....  | 12 |
| <u>Article 16 – Marchés similaires</u> .....                                     | 12 |
| <u>Article 17 – Modification du marché</u> .....                                 | 12 |
| <u>Article 18 – Clause diversité et égalité</u> .....                            | 13 |
| <u>Article 19 – Différends et litiges</u> .....                                  | 13 |
| <u>Article 20 – Résiliation</u> .....  | 13 |

## **Article 1 - Présentation générale du Centre national du livre**

Créé en 1946, le Centre national du livre (CNL) est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture (direction générale des Médias et des Industries culturelles/Service du Livre et de la Lecture). Le CNL est l'établissement public qui soutient le livre et la lecture en France.

Il a pour mission d'encourager la création et la diffusion d'ouvrages de qualité à travers de nombreux dispositifs de soutien aux acteurs de la chaîne du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothèques, organisateurs de manifestations littéraires) et de favoriser le développement de la lecture, auprès de tous les publics et en particulier les plus jeunes. Acteur culturel et économique au cœur du secteur du livre, il contribue à la diversité et au rayonnement de la création littéraire francophone en France et à l'étranger.

Le CNL soutient l'écriture, la traduction, l'illustration, l'édition de livres et de revues, l'organisation de festivals littéraires et l'activité des librairies indépendantes, soit plus de 2 860 projets par an pour 22 millions d'euros de crédits d'intervention. Pour ce faire, il dispose de plusieurs dispositifs de soutien adaptés à chaque métier. Les commissions et comités thématiques siègent une à trois fois par an au CNL. Leurs membres sont des experts indépendants – écrivains, éditeurs, universitaires, journalistes, chercheurs, artistes, traducteurs, critiques, libraires, animateurs de la vie littéraire, etc. – qui émettent un avis collégial sur chaque projet.

Estimant que filière du livre et développement de la lecture étaient intrinsèquement liés, le CNL a souhaité que l'incitation à la lecture fasse partie intégrante de son action quotidienne, et ce de manière pérenne. Pour cela, l'établissement a inscrit la promotion du livre et de la lecture au cœur de son projet, formalisé dans un contrat de performance, signé avec le ministère de la Culture pour la période 2022-2026.

Parmi ses actions, le CNL tend à développer la lecture dans les centres de loisirs. Ce type d'accueil reçoit chaque jour des enfants âgés 3 à 15 ans, en périscolaire ou en extrascolaire. Majoritairement financés par les collectivités territoriales, les centres de loisirs sont le plus souvent implantés dans les écoles. L'objectif est de doter au moins 200 centres de loisirs d'un fonds de 50 livres jeunesse, dont la liste a été définie par le CNL et deux spécialistes de la littérature jeunesse. Ces « 50 livres pour le plaisir » seront accompagnés d'un livret et destinés à éveiller la curiosité des enfants et adolescents.

Cette démarche vient en complément des dispositifs déjà en place proposant à des auteurs des bourses de résidence en centre de vacances.

## **Article 2 – Objet du marché**

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières (CCP) est un marché de prestation de services ayant pour objet la commande, le routage et la livraison de « 50 livres pour le plaisir » dans des centres de loisirs répartis sur l'ensemble du territoire.

Les prestations attendues incluent la gestion logistique, le suivi des livraisons et la coordination avec les centres de loisirs.

Ce marché se décompose en 3 lots :

- **LOT 1 – OUEST du Nord au Sud**, comprenant les régions Bretagne, Pays de la Loire, Nouvelle Aquitaine et Occitanie.

- **LOT 2 – *NORD/CENTRE/CENTRE EST***, comprenant les régions Normandie, Hauts de France, Ile de France, Centre Val-de-Loire et Bourgogne Franche-Comté.
- **LOT 3 – *EST du Nord au Sud***, comprenant les régions Grand Est, Auvergne Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d’Azur et la Corse.

### **Article 3 – Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée d’un an à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit de manière tacite pour 12 mois, deux fois.

En cas de non-reconduction du marché, la personne publique notifie sa décision au titulaire au minimum deux (2) mois avant la date d’anniversaire de notification du marché.

L’émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusque trois mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

### **Article 4 – Type de marché**

Le marché est un marché de prestation de fournitures.

La consultation est réalisée suivant une procédure d’appel d’offre ouvert, selon l’article L2124-2 du code de la commande publique.

### **Article 5 – Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, elles sont présentées par ordre décroissant :

#### **5.1. Pièces particulières**

- Acte d’engagement (AE) ;
- Présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Règlement de la consultation (RC) ;
- Bordereau des prix unitaire (BPU).

#### **5.2. Pièce générale**

Le cahier des clauses administratives générales applicables est celui relatif aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021). Toutefois si un nouveau CCAG/FCS entrerait en vigueur pendant la période d’exécution du présent marché il serait alors applicable à partir de son entrée en vigueur. Le candidat auquel sera attribué ce marché devra produire les pièces figurant dans le règlement de consultation (RC).

## **Article 6 – Prestations attendues**

### **6.1 Commande des livres**

Les titulaires des lots seront responsables de la commande des « 50 livres pour le plaisir » listés en annexe du présent CCP, ci-après désignés dans leur ensemble par le terme « La Dotation ». Les livres devront être conformes aux spécifications techniques fournies en annexe du présent CCTP. Aucun titre ne pourra être remplacé par un autre.

Les titulaires devront commander et conditionner la quantité de Dotations telle que précisée dans le bon de commande adressé par le CNL.

Le bon de commande contiendra par ailleurs :

- Option 1 : la liste des centres de loisirs destinataires des Dotations (adresse du centre de loisirs, personne contact, numéro de téléphone)
- Option 2 : l'adresse d'un tiers auquel toutes les Dotations seront transmises. Dans ce cas-là, la distribution aux Centres de Loisir sera assurée par le tiers.

Le CNL transmettra aux titulaires un livret à intégrer dans chacun des colis. Les titulaires devront informer le CNL en cas de manque de livret, afin de permettre un renvoi rapide.

Ainsi, chaque colis sera constitué :

- des 50 livres de la Dotation ;
- du livret d'accompagnement.

Une même Dotation ne pourra pas être conditionnée dans plusieurs colis. A titre indicatif, la Dotation complète est estimée à un poids d'environ 20 kg et pourrait être conditionnée dans des cartons du format suivant : 27 cm de hauteur, 35 cm de largeur et 54cm de longueur.

### **6.2 Gestion logistique**

Le titulaire devra assurer la gestion logistique complète, incluant :

- la réception et le stockage des Dotations ;
- la réception et le stockage des livrets transmis par le CNL ;
- la préparation des colis pour chaque centre de loisirs, contenant la Dotation complète et le livret d'accompagnement ;
- l'étiquetage et l'emballage conforme aux normes de sécurité et de transport.

### **6.3 Livraison**

Le titulaire devra organiser la livraison des Dotations auprès des centres de loisirs ou du tiers désignés par le CNL.

Après réception du bon de commande, le titulaire disposera, pour conditionner et procéder à l'envoi des Dotations :

- d'un maximum de 15 jours pour les commandes comprenant entre 1 et 29 dotations ;
- d'un maximum de 30 jours pour les commandes comprenant 30 Dotations ou plus

En cas de rupture de stock d'un ou plusieurs ouvrages, ou d'un manque de disponibilité immédiate, le titulaire devra en informer le CNL dès prise de connaissance de la problématique. Le CNL décidera si l'envoi de la Dotation pourra se faire de manière partielle dans l'attente de la réception effective.

Les délais seront suspendus jusqu'à la réception de(s) ouvrage(s) manquants.

Les livraisons devront être effectuées conformément aux instructions fournies par chaque centre de loisirs ou par le tiers. Un suivi en temps réel des livraisons devra être mis en place et accessible au CNL.

#### **6.4 Coordination avec les centres de loisirs**

Le titulaire devra se coordonner avec les responsables des centres de loisirs ou le tiers désigné pour :

- confirmer les adresses de livraison ;
- planifier les dates et horaires prévisionnels de livraison ;
- assurer la réception des livres par un responsable désigné.

#### **Article 7 – Bordereau de prix unitaire (BPU)**

Les prestations du présent marché font l'objet d'unités d'œuvre dont la description figure ci-après.

Les prix du marché sont établis sur la base de ces unités d'œuvre et figurent dans le BPU annexé à l'acte d'engagement.

Les prix intègrent l'ensemble des frais exposés par le titulaire pour l'exécution des prestations, et notamment (sans que cette liste soit limitative) :

- les coûts afférents au matériel exigé par les commandes ;
- les coûts éventuels d'achats ;
- les coûts de main d'œuvre.

#### **Article 8 – Suivi et reporting**

Le titulaire devra fournir un rapport hebdomadaire sur l'avancement des livraisons à compter de la réception de la commande envoyée par le CNL, incluant :

- le nombre de colis livrés ;
- les centres de loisirs déjà servis ;
- les éventuels retards ou incidents et les mesures correctives mises en place.

#### **Article 9 – Réception et conformité**

A la réception des Dotations, les responsables des centres vérifieront la conformité des livraisons. Tout écart sera signalé immédiatement au titulaire qui devra prendre les mesures nécessaires pour rectifier la situation dans les plus brefs délais.

#### **Article 10 – Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- respecter les délais et les spécifications techniques ;
- assurer la confidentialité des informations relatives aux centres de loisirs ;
- mettre en place un service de support pour répondre aux éventuelles questions ou problèmes liés aux livraisons.

## **Article 11 – Confidentialité**

### **11.1. Obligation de confidentialité**

#### **11.1.1. Mesures à prendre**

Le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

#### **11.1.2. Information des sous-traitants**

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### **11.1.3. Documents ou éléments déjà accessibles au public**

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

### **11.2. Protection des données à caractère personnel**

#### **11.2.1. Respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le titulaire du marché s'engage à traiter les données conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur figurant dans le CCP. Si le titulaire du marché considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

En outre, si le titulaire du marché est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire du marché s'engage à veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire du marché s'engage à prendre en compte, s'agissant de toutes les évolutions de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Il appartient au pouvoir adjudicateur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire du marché doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : [dpo@centrenationaldulivre.fr](mailto:dpo@centrenationaldulivre.fr) ou par voie postale à l'adresse du CNL.

Le titulaire du marché notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : voie électronique, à l'adresse suivante : [dpo@centrenationaldulivre.fr](mailto:dpo@centrenationaldulivre.fr)

Le message devra avoir pour objet : URGENT : Notification de violations de DCP.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le titulaire du marché aide le pouvoir adjudicateur pour la réalisation éventuelle d'analyses d'impact relative à la protection des données ou de consultations préalables de l'autorité de contrôle.

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel dans la mesure où cette action est réalisable et n'empêche pas le traitement lui-même ;
- la transmission sécurisée des données avec le pouvoir adjudicateur, en recourant à tout dispositif sécurisé conforme aux règles de l'art ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire du marché s'engage à :

- détruire toutes les données à caractère personnel et copies existantes dans son système d'informations. Une fois les données à caractère personnel détruites, Le titulaire du marché doit justifier par écrit de la destruction ;

- renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur ou au nouveau sous-traitant désigné par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire du marché déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- le nom et les coordonnées du pouvoir adjudicateur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel dans la mesure où cette action est réalisable et n'empêche pas le traitement lui-même ;
- la transmission sécurisée des données avec le pouvoir adjudicateur, en recourant à tout dispositif sécurisé conforme aux règles de l'art ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire du marché met à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation que le titulaire du marché juge nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire du marché ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

#### **11.2.2. Avenant éventuel**

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

### **11.2.3. Déclarations**

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

### **11.2.4. Informations des sous-traitants du titulaire du marché**

Le titulaire du marché avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## **Article 12 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en France. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Notamment, le titulaire atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.8221-1 et suivants du code du travail et s'engage à fournir régulièrement les documents attestant du respect de ces dispositions.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## **Article 13 – Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## **Article 14 – Modalités financières**

### **14.1. Détermination des prix**

#### **14.1.1. Régime des prix**

Le titulaire certifie que les prix du présent marché n'excèdent pas ceux qu'il pratique à l'égard de sa clientèle.

Les prix fixés au marché rémunèrent les prestations et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de celles-ci. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les frais postaux liés à l'expédition des Dotations seront facturés sur la base des tarifs postaux publics en vigueur au jour de l'envoi effectif. Le titulaire s'engage à appliquer les tarifs de référence de La

Poste ou d'un autre opérateur postal équivalent, selon les grilles tarifaires applicables à la date d'expédition.

Ces frais ne feront pas l'objet d'un prix forfaitaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU), mais seront facturés au réel et devront être justifiés par le titulaire lors de la facturation.

Le titulaire devra informer le CNL de toute modification des tarifs postaux qui pourrait intervenir durant l'exécution du marché

#### **14.1.2. Nature et révision des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaire. L'Euro est la monnaie de compte du marché. Les prix resteront inchangés en cas de variation du change.

La première année d'exécution du marché, les prix sont fermes, sauf concernant les prix des livres, qui seront révisés automatiquement en cas de variation de leur prix public, en appliquant la remise mentionnée dans le BPU.

Les prix relatifs à la logistique sont révisables. Ils sont établis sur la base des conditions en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres et sont révisés à la date anniversaire de la notification par application de la formule décrite ci-dessous :

$P = P0 \times \text{Syn} / \text{Syno}$

P = prix révisé

P0 = prix initial indiqué dans l'acte d'engagement

Syno = indice Syntec du mois de remise des offres

Syn = dernière valeur de ce même indice disponible au mois de la révision

Le calcul de révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement calculer la révision applicable et fournir au pouvoir adjudicateur les informations nécessaires au contrôle du calcul.

#### **14.2. Modalités de règlement**

Une facture sera émise après chaque bon de commande. Le règlement de facture interviendra après la constatation du service fait.

Les factures doivent obligatoirement être déposées sous format électronique sur le portail CHORUS PRO, quelle que soit la taille de l'opérateur économique titulaire du marché.

Elles doivent être visées par le titulaire du marché et comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence au présent marché ;
- le montant hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises ;
- la référence éventuelle au montant de l'avance perçue au titre du présent marché.

Conformément aux articles L.2192-10, R.2192-10 et R.2192-12 et suivants du code de la commande publique, le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et de la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit au bénéfice d'intérêts moratoires et de l'indemnité

forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-13 et R.2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire est l'Agent comptable du Centre national du livre. L'ordonnateur est la Présidente du CNL.

#### **14.3. Cession ou nantissement**

Le marché pourra être cédé ou mis en nantissement. Conformément à l'article L2191-8 du code de la commande publique, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du présent contrat par un établissement de crédit doit être notifié au comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent comptable, Centre national du livre, 53 rue de Verneuil, 75007 Paris.

#### **14.4. Retenue de garantie**

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

### **Article 15 – Pénalités**

Dans les cas où le titulaire ne respecte pas les délais indiqués dans le présent CCP, il sera appliqué une pénalité, conformément à l'article 14 du CCAG/FCS (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

Par compensation, le montant des pénalités sera déduit de la facture.

### **Article 16 – Marchés similaires**

Conformément à l'article R.2122-7 du CCP, le CNL peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché.

### **Article 17 – Modification du marché**

#### **17.1. Clause de réexamen**

Conformément à l'article R.2194-1 du CCP, il est prévu une clause de réexamen en cas de :

- pandémie ;
- inflation.

#### **17.2. Substitution d'un nouveau titulaire**

En cas de cession à une autre entreprise à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (fusion absorption, fusion scission, rachat d'une branche d'activité...). Ce dernier doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le CNL.

Prenant acte de cette cession, le CNL vérifiera que ce nouveau titulaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue

de cette vérification, le nouveau titulaire devra remplir les conditions qui auront été fixées par le CNL pour la participation à la procédure de passation initiale. A la suite de cette vérification, le changement de titulaire fera l'objet d'une modification du marché par avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire en application de l'article R.2194-6 du CCP.

#### **Article 18 – Clause diversité et égalité**

Le ministère de la Culture, engagé dans une démarche d'obtention du label « Diversité et Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le ministère s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère. Le lien vers la plateforme numérique proposant le questionnaire sera communiqué à l'attributaire au moment de la signature du marché. Il devra être renseigné en amont de la notification du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

#### **Article 19 – Différends et litiges**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire se soumettront aux clauses de l'article 46 du CCAG / FCS.

Tout litige relatif à l'existence, la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat que les parties ne pourraient résoudre à l'amiable, sera soumis à la juridiction des tribunaux compétents.

#### **Article 20 – Résiliation**

Conformément au chapitre 7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas de circonstances particulières.

En cas de manquement total ou partiel du titulaire aux clauses et conditions du présent marché, celui-ci pourra être résilié, après mise en demeure infructueuse, aux frais et risques exclusifs du titulaire, sans indemnité aucune à son profit.

En complément des cas listés dans le chapitre 7 du CCAG/FCS, le marché peut être ainsi résilié aux torts du titulaire pour les motifs énumérés dans l'article 8 du présent CCP ainsi que :

- lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ;
- lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- lorsque le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives en vigueur ;
- lorsque le titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique.

La décision de résiliation, dans un des cas prévus ci-dessus, ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 2 jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.